



## Actualités

Édito

### Les 4 Routes : « Un quartier qui pourrait être superbe »



Amel Chenafa

André Joachim

Secrétaires de section

## La France que nous aimons

**A**mi-mandat, le bilan de Nicolas Sarkozy est catastrophique : 600 000 chômeurs de plus depuis janvier, une dette gigantesque très inquiétante pour l'avenir, une délinquance violente qui ne cesse de progresser... **L'État n'a rien fait pour limiter les bonus** aux banquiers, alors qu'il a augmenté les charges pesant sur les citoyens : hausse des tarifs EDF, augmentation du forfait hospitalier, maintien des franchises médicales... et maintenant la taxe carbone !

En ne compensant pas intégralement **les pertes liées à la suppression de la taxe professionnelle**, cette mesure prépare l'étouffement financier des collectivités locales. Elle risque d'entraîner de nouvelles hausses d'impôts locaux et des réductions des services publics de proximité. En manipulant les modes de scrutin, la réforme territoriale prépare aussi une grave régression démocratique.

Pour faire diversion sur son échec, N. Sarkozy et son ministre de l'immigration et de **l'identité nationale** imposent un débat démagogique à des fins électorales. Fragilisée par des scandales, la droite tente d'imposer sa vision conservatrice et étroite de l'identité nationale, afin de mettre en doute l'appartenance à la France des habitants des quartiers de banlieue. **Au lieu d'unir autour des valeurs de la France, il est à craindre que ce débat ne serve surtout à diviser le pays.**

Fidèles à notre histoire, à la France que nous aimons, nous défendons un modèle social, qui promeut des services publics garants de l'égalité, indissociables des valeurs républicaines de liberté, de justice, de fraternité et de laïcité. À gauche, nous revendiquons **une vision civique et républicaine de la nation et non pas ethnique ou particulariste** qui laisserait l'identité s'enfermer dans des critères d'appartenance et donc d'exclusion.

C'est cette vision qu'ensemble nous défendons pour les Courneuvien(ne)s et pour notre pays.

**U**n habitat diversifié, des équipements publics nombreux, un réseau de transports efficace, des commerçants nombreux dont plusieurs ont fait des efforts de rénovation de leur magasin... Le quartier a beaucoup d'atouts. Mais le quartier le plus vivant de notre ville est confronté à la **dégradation du cadre de vie** (logement insalubre, rues sales, trous dans le trottoir, problèmes d'éclairage et de stationnement), d'insécurité (vols, bagarres sous l'emprise de l'alcool), de moindre variété du commerce... La dégradation continue du quartier a entraîné le départ de beaucoup d'habitants. Sans nostalgie d'une époque qu'ils n'ont pas connue, les nouveaux arrivés souhaitent eux aussi un quartier plus sûr et plus agréable à vivre.

### Des solutions sont possibles

Le respect de notre cadre de vie n'est pas assuré. Un arrêté municipal de vente et **de consommation d'alcool** la nuit a pourtant été pris en 2005, mais qui est chargé de l'appliquer ? Des outils ont été votés voici quelques mois pour soutenir la diversité commerciale, mais pourquoi ne sont-ils pas utilisés ? Le renouvellement du contrat de gestion du marché pour 3 ans a donné lieu à des engagements du prestataire : quand seront-ils tenus

pour que cessent les nombreux désagréments subis par les riverains ? Où en est le projet d'aménagement de l'îlot des Pointes (anciennes serres municipales) annoncé à grands renforts de communication quelques semaines avant les élections municipales et dont « la première phase » devait « débiter à l'automne »... 2008 ?

### Agir concrètement sans attendre 2011

L'État doit bien sûr mieux jouer son rôle avec le retour d'une vraie police de proximité qui permette de garantir la sécurité des biens et des personnes. Mais la Ville doit aussi agir par une action de sécurité et de tranquillité publique globale et cohérente : **création de gardes urbains avec pouvoirs de police municipale** pour agir plus efficacement contre les atteintes au cadre de vie, surveiller les parcs et jardins et les sorties d'école, veiller à la réglementation du stationnement et du marché,...

On ne peut pas tout renvoyer au projet de requalification de la Place du 8 mai 1945 et ses abords, qui doit être lancé en 2011 en partenariat entre la Ville, Plaine commune, la Région, le Conseil général, la RATP... Il faut agir dès maintenant par des mesures concrètes et urgentes. ■

Hafid Belkhadra



## 17 octobre 1961 : Un devoir de mémoire



**N**ous avons eu le plaisir d'accueillir l'écrivain d'Aubervilliers **Didier Daeninckx pour un débat très riche sur les événements du 17 octobre 1961**. Ce soir là, plusieurs centaines d'Algériens qui bravaient un couvre-feu inique à Paris ont trouvé la mort dans une répression organisée par les forces de Police commandées par Maurice Papon.

Cet épisode peu glorieux de notre histoire a été longtemps dissimulé. Didier Daeninckx fut en 1984, avec son livre Meurtres pour mémoire, l'un des premiers à en raviver le souvenir. Avec des Courneuvien(ne)s acteurs ou témoins de la manifestation, nous avons pu faire mieux connaître ce drame. **Faire toute la lumière sur notre histoire est nécessaire pour une réconciliation durable entre la France et l'Algérie.** ■

Karim Boualem

## RER B : Progrès en vue !

**D**es trains rénovés toutes les quatre minutes, qui s'arrêtent tous à La Courneuve dans une gare totalement transformée ? Vous ne rêvez pas, c'est pour 2012. Les travaux d'amélioration du RER B ont déjà débuté avec de lourds travaux sur les voies à Mitry-Claye et Villepinte **pour réduire les retards.**

Dès 2011, la gare de La Courneuve va être entièrement rénovée : quais rehaussés (plus de marche à l'entrée du train), accessibilité aux handicapés, nouvelle billetterie, etc... Et dès mars 2012, **tous les trains marqueront l'arrêt à La Courneuve.**

Après des années d'inaction de l'État comme responsable des transports en Île-de-France, Jean-Paul Huchon a lancé en 2006 un vaste plan en faveur de la ligne B dès la reprise des transports par la Région. Dans deux ans, la plupart des problèmes liés à cette ligne seront résolus. ■

Daniel Goldberg, député



# Quotient familial : Des problèmes demeurent



Lors des élections municipales, nous avons défendu l'idée de revoir les tarifs des services périscolaires (cantines, goûter, études surveillées, centres de loisirs) afin de rendre la tarification plus adaptée pour les familles modestes. Nous nous sommes réjouis que la majorité municipale s'engage enfin dans cette voie.

Mais dès le conseil municipal de mai 2009, nous nous sommes étonnés de certaines simulations. À la rentrée, nous avons dénoncé des anomalies par exemple pour les familles monoparentales avec des faibles revenus. Des familles modestes comme des familles avec deux salaires ont eu la mauvaise surprise de voir leurs frais augmenter, parfois de plus de 50%.

Une réforme du quotient familial dans notre ville ne peut pas avoir pour conséquence de faire payer aux familles moins pauvres les baisses accordées aux familles les plus en difficulté. Nous avons donc exigé du Conseil municipal de limiter toutes les augmentations de tarifs à 10% maximum, afin d'empêcher toutes les hausses supérieures en une seule année. Notre proposition n'a pas été retenue par la majorité municipale.

Toutefois, nous avons obtenu une mesure – insuffisante – qui limite les hausses les plus élevées avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre. Le mode de calcul doit aussi être corrigé fin décembre, notamment pour les familles monoparentales. Si nous avons réclamé une baisse de tarifs pour les plus modestes, ce n'est pas pour accabler les autres.

Le Maire et la majorité municipale ont justifié la hausse des impôts locaux comme nécessaires pour maintenir les prestations en direction des familles. Or, plusieurs mois plus tard, la Ville a réduit la durée des classes de neige de 15 à 10 jours. Il aurait mieux valu le dire au même moment ! ■

Amel Chenafa

## Toujours pas de repas de substitution

À plusieurs reprises, nous avons proposé la mise à disposition de repas de substitution les jours où du porc est servi dans les cantines. En mai, en réponse à notre question au conseil municipal, la Mairie s'était engagée à faire évoluer la situation dès la rentrée. Elle a seulement retiré son idée de « Charte » à faire signer aux familles. Mais sur le fond, 3 mois plus tard, toujours rien de concret !

# Jeunes : Les oubliés de la crise

Les jeunes ont été durement touchés par la crise. Leur chômage a fortement progressé depuis un an, surtout chez les moins qualifiés. Les jeunes diplômés ont de plus en plus de difficultés à trouver un emploi stable et un logement autonome.

Pour améliorer cette situation, tous les moyens doivent être mobilisés pour accompagner, multiplier les chantiers d'insertion, faciliter la recherche des stages obligatoires... Il faut aussi combattre résolument les discrimi-

nations, car les jeunes Courneuvien(ne)s sont trop souvent victimes de préjugés.

Pour contribuer à améliorer l'accès des jeunes au logement, Stéphane Troussel a fait voter par le conseil général des crédits pour participer à la construction d'une résidence dédiée au logement des jeunes actifs, qui sera construite aux Quatre-Routes en limite du Bourget. ■

Bacar Soilihi



## Lutte victorieuse chez Quick

L'été dernier, les salariés du restaurant Quick des Six-Routes se sont mis en grève contre la menace de filialisation de leur site et pour exiger de meilleures conditions de sécurité. Avec le soutien de Stéphane Troussel et Daniel Goldberg, les jeunes grévistes ont obtenu satisfaction et créé une section syndicale pour mieux se défendre à l'avenir.

Sabé Kane

# Territoires : Le hold-up de l'UMP



Avec les projets de réforme des collectivités territoriales, de suppression de la taxe professionnelle et du « Grand Paris », il s'agit, en l'état, de la plus grave atteinte à la démocratie locale et à la décentralisation. Le Gouvernement veut priver les citoyens et leurs élus de la maîtrise des décisions concernant leur territoire, et recentraliser le pouvoir à son seul profit. Premiers acteurs de l'investissement public et garants du lien social, les élus locaux se verront confisquer des libertés et des compétences qu'ils exercent au plus près des habitants et de leurs besoins.

En les privant de la clause dite de compétence générale, l'État interdira aux conseils généraux et régionaux d'intervenir hors d'un nombre très limité de secteurs, menaçant par exemple directement l'action du Conseil général dans les crèches, la culture, le sport, l'emploi des jeunes, le soutien aux associations, l'aide aux transports, au logement...

De plus, la réforme du mode de scrutin, concoctée au seul profit de l'UMP, risque de priver les habitants du lien direct qu'ils ont avec leurs élus.

## Grand Paris : un projet inadapté

La suppression de la taxe professionnelle va amputer gravement les ressources des collectivités locales et obligera communes, départements et régions à augmenter les impôts locaux payés par les habitants, tout en menaçant les projets de développement économique. Si l'État dit compenser les pertes de recettes pour 2010, rien n'est prévu après.

Le projet dit du « Grand Paris » se réduit à un projet de métro automatique pour... 2025, afin de relier quartiers d'affaires et aéroports. Il risque de concentrer les investissements pour des transports en commun au seul profit des quartiers d'affaires au détriment des besoins de nos quartiers, et cela sans tenir compte des exigences de développement durable.

Il est urgent de nous opposer avec fermeté à ces projets et de proposer une nouvelle étape de la décentralisation qui soit à la fois moderne et juste. ■

Stéphane Troussel,  
Vice-président du Conseil général  
[www.stephanetroussel.fr](http://www.stephanetroussel.fr)



En bref

## Crash de l'avion Yemenia

Après le terrible crash d'avion au large des Comores en juin dernier, le Conseil général a voté une aide financière aux familles des neuf victimes originaires de la Seine-Saint-Denis.

Daniel Goldberg a interpellé le gouvernement dès le lendemain de l'accident puis a rencontré le Secrétaire d'État aux transports pour améliorer la qualité et la sécurité aérienne des vols vers les Comores.

## Liberté pour Salah Hamouri



Daniel Goldberg a demandé à Bernard Kouchner de se mobiliser pour la libération de Salah Hamouri. Sans charge sérieuse, ce jeune franco-palestinien est emprisonné depuis quatre ans par Israël.

## La Poste : un service public essentiel

Lors de la votation citoyenne du 1<sup>er</sup> octobre, plus de 2 millions de personnes ont manifesté massivement leur opposition au changement de statut de La Poste. Ce statut de droit privé risquerait de dégrader le service rendu aux usagers.

## Le béton ne fait pas des quartiers à vivre !

La construction de nombreux logements tend à faire oublier à la Mairie la nécessité de préserver des espaces verts et de rencontre.

Dans le quartier de la Gare, il est regrettable que les constructions n'aient laissé aucune place pour un square. Au centre-ville, on s'inquiète pour l'avenir du Jardin du Dalhia.

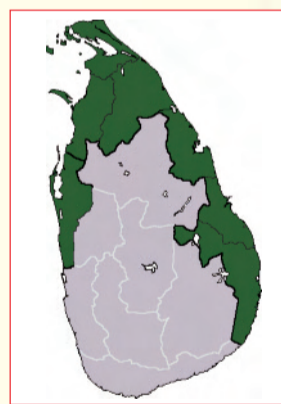
## Nuisances rue Rateau

Les bennes-ordures de Derichebourg sont une forte gêne pour les riverains. Stéphane Troussel et Daniel Goldberg sont intervenus auprès de cette entreprise pour qu'elle cesse ces nuisances.

## Dignité pour le peuple tamoul

Après l'arrêt des combats au Sri Lanka l'été dernier, plusieurs centaines de milliers de tamouls ont été internés dans des camps contrôlés par l'armée.

Le député Daniel Goldberg et son collègue Armand Jung sont intervenus auprès de Bernard Kouchner pour que la diplomatie française se mobilise pour faire libérer les personnes retenues.



## Gardons le contact

Pour mieux suivre l'action de vos élus, visitez et laissez vos commentaires sur les blogs :

[www.stephanetroussel.fr](http://www.stephanetroussel.fr) et  
[www.danielgoldberg.fr](http://www.danielgoldberg.fr)

Daniel Goldberg vous informe également sur Twitter.

POUR RECONSTRUIRE L'ESPOIR À GAUCHE ET PRÉPARER L'AVENIR DE LA COURNEUVE, JE REJOINS LES SOCIALISTES.

Je souhaite prendre contact avec les Socialistes

Je désire adhérer au PS

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Tél. : ..... Mail : .....



Bulletin à découper et à retourner à l'adresse suivante :  
Parti socialiste de La Courneuve – BP N°134  
93123 La Courneuve. Tél. : 01 48 37 05 88  
Mail : [ps.lacourneuve@free.fr](mailto:ps.lacourneuve@free.fr)